

## BARK TAEHO

Professeur à l'université nationale de Séoul ; ancien ministre du Commerce, République de Corée

Patrick a préparé quelques sujets de discussion au début, mais le commerce et la politique sont un vaste domaine. Je fais un cours sur le commerce et la politique, car les politiques commerciales sont très liées au processus politique, nous appelons ça l'économie politique de la politique commerciale. Le commerce influe sur l'économie de différentes façons, donc il y a toujours des discussions politiques dans le domaine des politiques commerciales. Cependant, pour cette intervention, je vais m'intéresser à trois problèmes, le premier concerne la Chine, le deuxième le système d'échange multilatéral et enfin je vais vous faire part de quelques expériences coréennes.

Tout d'abord, parlons de l'ascension de la Chine dans le commerce et la politique internationale. Si l'on regarde quelques années en arrière, par exemple en 2001 quand la Chine est entrée à l'OMC, et si l'on examine la situation intérieure du pays à cette époque, l'accession de la Chine était très importante pour son développement économique et également pour sa restructuration économique. Le gouvernement chinois souhaitait réduire les inefficacités de son économie domestique par la promotion de la concurrence, et c'est ce qu'on a nommé la direction politique fondamentale de la Chine à l'époque de la réforme par l'ouverture, reflet des orientations politiques du Premier ministre Deng Xiaoping.

Cependant, à mesure que le temps passe, en particulier par rapport à la libéralisation du commerce, la Chine semble penser qu'elle a trop ouvert son marché quand elle est entrée à l'OMC, et adopte donc aujourd'hui des positions plus passives dans les récentes négociations commerciales, comme le Cycle de Doha. Les dirigeants chinois accordent à présent plus d'attention aux problèmes de distribution et d'emploi à cause de l'émergence des inégalités de salaires et du développement déséquilibré des différentes régions du pays. Par conséquent, la Chine adopte maintenant une approche très prudente quant à la libéralisation du marché ; c'est ainsi que je le comprends. Le gouvernement central est inquiet quant à la résistance politique intérieure des industries, des travailleurs et même des fonctionnaires locaux ; en d'autres termes, une approche du haut vers le bas ne fonctionne plus en Chine.

Cela étant dit, j'aimerais évoquer la question de comment agir avec la Chine, et mon opinion est basée dans une certaine mesure sur ma propre expérience des échanges avec la Chine. Il est plus important de communiquer en continu avec les dirigeants chinois afin de les persuader de participer à des efforts multilatéraux visant à aboutir à un environnement mondial d'échange plus ouvert plutôt que de contenir, isoler ou marginaliser la Chine. C'est là une simple suggestion que je voudrais faire.

Je me tourne à présent vers le multilatéralisme. Le système d'échange multilatéral fonctionnait mieux dans le passé, puisque son champ de libéralisation était plutôt réduit, et également parce qu'il s'agissait principalement de gérer des problèmes de frontières, mais quand le système d'échange multilatéral a commencé à gérer les services, les investissements, les DPI et les questions de société comme l'environnement, il s'est heurté à d'importantes limitations. En outre, nous voyons à présent émerger de grandes économies qui commencent à faire entendre leur voix, et le gain économique espéré par le biais des négociations multilatérales diffère selon les pays.

Par conséquent, avec ce genre de développement, le mécanisme ou processus de prise de décision basée sur le consensus, qui a cours à l'OMC, atteint ses limites. Nombreux sont ceux qui disent qu'il faut un leadership politique pour résoudre cette situation, en particulier au plus haut niveau, mais si vous pensez aux sommets du G20, dont nous avons eu 9 éditions jusqu'à présent, nous avons observé que même le G20, le premier forum économique mondial, ne peut résoudre les problèmes des négociations de Doha. De nouveaux membres voient simplement le G20 comme la réunion de 20 membres de l'OMC sur 160. Nous devons discuter honnêtement de la façon de sauver le Cycle de Doha et le système d'échange multilatéral en gardant toutes les options ouvertes. C'est une chose sur laquelle je souhaite vraiment insister.

Laissez-moi à présent parler de l'expérience coréenne. La Corée a plus de 20 ans d'expérience d'ouverture de marché, réalisée à diverses occasions, y compris le Cycle d'Uruguay, les accords de libre-échange bilatéraux ainsi que le conflit bilatéral avec les États-Unis avec Super 301, etc. En ce qui concerne la résistance politique domestique à l'ouverture du marché en Corée, il semble, d'après moi, que la libéralisation du marché par le biais des négociations d'échanges multilatéraux a rencontré relativement moins de résistance que par le biais des accords de libre-échange bilatéraux comme l'accord États-Unis/Corée.

En ce qui concerne cet accord de libre-échange États-Unis/Corée, en plus du fait qu'il a de très hauts degrés d'ouverture du marché, il y a d'autres composantes, telles que la présence de groupes avec un sentiment anti-américain, et c'est pourquoi nous observons plus de résistance politique envers l'accord de libre-échange États-Unis/Corée. Il y a aussi beaucoup d'inquiétude nationale quant à l'accord Chine/Corée qui a été conclu récemment, mais la résistance politique intérieure n'a jusqu'à présent pas été très significative. La raison en est que l'accord Chine/Corée a des niveaux d'ouverture du marché relativement bas comparés à nos accords avec les États-Unis et l'Union européenne. Ainsi, pour résumer, en ce qui concerne la résistance politique intérieure de la Corée, le facteur principal semble être le niveau d'ouverture du marché. C'est un facteur crucial pour déterminer la résistance politique intérieure.

Cependant, dans le même temps, la Corée possède également 20 ans d'expérience dans la compensation aux entreprises affectées négativement par les ouvertures de marché, et afin d'apaiser la résistance intérieure, il serait extrêmement important que le gouvernement et les experts fournissent autant que possible des informations basées sur des faits au grand public et aux ONG. Ce que je veux dire ici c'est qu'on ne peut éviter la résistance politique intérieure, mais nous devons nous interroger sur comment la gérer à l'avenir. Il faut fournir plus d'informations pertinentes.

Je ne parle pas ici de RP ou de publicité pour le gouvernement, mais nous devons fournir des informations basées sur une analyse objective et professionnelle, c'est très important. Jusqu'à présent nous avons donné beaucoup de compensation aux industries perdantes, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, à chaque fois qu'il y avait des négociations multilatérales ou de libre-échange. A présent, nous devons analyser les effets des ouvertures de marché ainsi que les différents types de compensation, afin que le gouvernement et diverses organisations de recherche puissent informer le grand public et les ONG de ces résultats, et ce faisant, les gouvernements peuvent également améliorer l'efficacité de leurs plans de compensation.

En outre, les associations de consommateurs se plaignent à présent que les prix des marchandises importées ne baissent pas même après la mise en place des principaux accords de libre-échange avec des pays développés comme les États-Unis et l'Union européenne. La cause en est peut-être que nos services de distribution en Corée ne sont pas très compétitifs voire sont dans une situation de monopole, donc le gouvernement devrait enquêter et entreprendre les réformes nécessaires dans l'industrie des services de distribution le cas échéant.

**Patrick Messerlin, professeur d'économie et directeur du Groupe d'économie mondiale (GEM) à Sciences Po Paris**

You raise two very important points. What you have observed is happening in Europe: there is an increasing resistance to the bilaterals. In fact one can sometimes wonder whether the resistance to the bilateral agreements will not be even stronger than the resistance to the WTO. Second, it is really important, as you mentioned, for the government to provide accurate information. It looks obvious, but it is not done, as illustrated by the debate on the state investment dispute settlement. Everyone in Europe believes that it is an American devil. But in fact, Europeans firms are the major users, and the EU member states are often the winners in this game. So, Europeans are killing themselves by ignorance of basic facts.